

BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

NATIONALE BANK VAN BELGIE

Annexe 3 au procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 17 mai 2016
Exposé introductif par le Gouverneur

Bijlage 3 bij de notulen van de gewone algemene vergadering van 17 mei 2016
Inleidende uiteenzetting door de Gouverneur

Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 17 mai 2016

EXPOSE INTRODUCTIF DU GOUVERNEUR

Mesdames, Messieurs,

Au nom de l'ensemble du Comité de direction, je vous souhaite la bienvenue à cette assemblée générale ordinaire des actionnaires de la Banque nationale de Belgique.

Comme de coutume, je me permettrai d'introduire celle-ci par une rapide évocation des activités, décisions et événements, qui ont scandé le quotidien de l'entreprise « Banque nationale de Belgique » au cours de l'année écoulée. Tout ceci vous est détaillé dans le premier chapitre de notre rapport d'entreprise.

Ainsi que je vous en avais informé l'année dernière, la Banque a élaboré en 2014 un plan stratégique à l'horizon 2020 visant à examiner la manière dont les activités et les méthodes de travail de la Banque devaient être adaptées pour faire face aux développements internes et externes auxquels celle-ci sera inmanquablement confrontée dans l'avenir. Toutes les activités ont fait l'objet d'un scénario intégrant les développements attendus et les actions à entreprendre. Ces scénarios ont été traduits sous forme de feuilles de route et dans une chronologie permettant de suivre leur déroulement d'année en année. Notre première évaluation, à l'automne dernier, a permis de conclure que les actions prévues pour 2015 étaient globalement en ligne avec le timing prévu. Bien que deux nouveaux chantiers aient dû être ouverts, sur lesquels je reviendrai dans quelques instants, les objectifs et engagements pris pour 2020 demeurent inchangés. La Banque, qui vise à atteindre un effectif de 1709 équivalents temps plein à l'échéance de son exercice stratégique, a réduit cet effectif de 37 unités au cours de l'exercice précédent, pour parvenir au chiffre de : 1971 ETP au 31 décembre dernier. Evoluant constamment vers un profil d'entreprise de la connaissance, notre entreprise nécessitera à l'avenir une proportion de cadres supérieure à celle d'aujourd'hui et moins de fonctions d'employés. Elle réduira aussi graduellement la part des fonctions de support, au rythme des départs naturels.

Depuis 2011, l'architecture du contrôle prudentiel n'a cessé d'être amendée, tant au niveau national qu'au niveau européen. Le Mécanisme de surveillance unique des banques étant entré en vigueur en novembre 2014, l'année sous revue a été largement consacrée, pour ce pilier d'activité, à sa traduction opérationnelle. Les institutions définies comme « importantes » dans le mécanisme de supervision unique, et qui couvrent plus de 90% du marché bancaire belge, sont dorénavant supervisées par la Banque centrale européenne par l'intermédiaire des équipes de surveillance prudentielle conjointes. Celles-ci sont dirigées par un collaborateur de la BCE et reposant à la fois sur un groupe restreint de membres de la BCE et un certain nombre de collaborateurs détachés du superviseur national. La Banque prend une part active à 15 de ces équipes de surveillance prudentielle conjointes. La mise en place du Mécanisme de surveillance unique a permis de renforcer le système financier européen, entre autres par l'harmonisation des procédures prudentielles. Les équipes opérationnelles en charge de la supervision bancaire ont vu leur charge et leur niveau d'engagement croître considérablement. Suite à un exercice comparatif mené parmi les superviseurs européens, la Banque centrale européenne a elle-

même demandé à la Banque d'accroître le nombre d'équipes travaillant sur les banques importantes ; c'est l'une des deux adaptations que nous avons eu à apporter à notre exercice stratégique.

Le Mécanisme de résolution unique constitue aujourd'hui le deuxième pilier de l'Union bancaire. Il vise à améliorer et à harmoniser au niveau européen le régime de résolution s'appliquant aux établissements de crédit et à certaines entreprises d'investissement. Il est principalement constitué du Conseil de résolution unique et de l'ensemble des autorités de résolution nationales, la Banque en ce qui concerne la Belgique. Afin d'assurer une séparation, au sein de notre institution, entre les missions prudentielles et les activités en matière de résolution, la loi organique a établi au sein de la Banque un organe entièrement nouveau, le Collège de résolution.

En matière de surveillance prudentielle des entreprises d'assurance et de réassurance, la Banque a consacré une bonne part de ses activités à préparer le secteur à l'entrée en vigueur, au début de cette année 2016, de la réforme réglementaire européenne Solvabilité II. Les conséquences possibles d'une situation de taux bas prolongés constituent le principal risque financier auquel les compagnies d'assurance sont confrontées ; il s'agit donc d'un important sujet de préoccupation pour la Banque.

Avant même que se déroulent les événements tragiques que nous avons connus en France et en Belgique, et suite à un rapport du Groupe d'action financière (GAFI), la Banque a décidé de renforcer ses capacités et son action en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Un groupe spécialisé est dorénavant dédié à ces questions, et les ressources qui leur sont allouées ont été significativement accrues. C'est là le second chantier qui a modifié le cours de notre exercice stratégique.

En matière de gestion des risques, la Banque applique le système éprouvé des « trois lignes de défense ». Dans le courant de l'année sous revue, le Comité de direction a décidé de renforcer cette structure en désignant le Trésorier comme responsable du système de contrôle de deuxième ligne en matière de risques financiers, et en regroupant sous l'autorité du Secrétaire tout le personnel en charge de la gestion de deuxième ligne des risques non-financiers. Conforme aux normes internationales et aux modèles en vigueur au sein de l'Eurosystème, cette réforme vise à améliorer l'efficacité et l'efficacé en matière de contrôle, de conformité et de risque.

Le service Audit interne assume la responsabilité en troisième ligne du fonctionnement effectif du système de contrôle interne. Il est chargé de donner au Comité de direction une assurance additionnelle, fondée sur le plus haut degré d'indépendance organisationnelle.

Parmi les chantiers dévolus à la deuxième ligne de défense pour les risques non financiers figurent des thèmes d'une acuité particulière, tels la continuité des opérations, la sécurité de l'information – et donc la cybersécurité -, ainsi que la sécurité physique de la Banque et de son personnel, ou encore les activités liées au contrôle des billets de banque, à la lutte contre le blanchiment des capitaux, ainsi que la gestion des risques stratégiques. Lors du passage au niveau d'alerte 4 à Bruxelles, la Banque a éprouvé l'efficacité de son rôle de point de contact entre le Centre de crise et le secteur financier.

Si le domaine de la stabilité financière et de la supervision prudentielle est devenu en quatre ans un pilier majeur de notre activité, la Banque continue bien entendu à participer de façon active à la politique monétaire de l'Eurosystème, à la fois en préparant les décisions du Conseil des gouverneurs auquel je participe avec mes collègues gouverneurs des autres banques centrales nationales de l'Eurosystème et les membres du directoire de la Banque centrale européenne, et en exécutant ses décisions. C'est le rôle historique d'autorité monétaire de la Banque nationale. Son rapport sur l'évolution économique et financière détaille l'ensemble des mesures dites « non standard » qui ont été adoptées cette année pour faire face aux difficultés nées dans l'économie européenne suite à la crise financière de 2008. Les différents programmes d'achats d'actifs qui ont été mis en œuvre représentent à chaque fois des inflexions importantes dans le métier des banques centrales nationales et constituent des défis majeurs pour la réussite de la politique monétaire. La Banque a affiché son ambition de parfaire son expertise dans ce domaine. Dès le lancement du programme d'achat d'Asset backed securities, elle avait ainsi décidé d'assumer un rôle substantiel dans la structure de surveillance du programme. Et dès octobre 2015, elle a été la deuxième banque centrale nationale de l'Eurosystème à s'engager directement dans l'exécution du programme d'acquisition de ces produits. C'est également dans ce contexte qu'elle a accueilli en novembre dernier un colloque consacré à la titrisation. J'ajouterais que, dans le cadre du programme d'achat d'actifs, la Banque prend également une part active à l'achat d'obligations d'entreprises, mesure décidée par la BCE au mois de mars de cette année.

Si, dans une certaine mesure « compter c'est savoir », il n'est pas surprenant que la Banque soit aussi un important institut statistique. En la matière, son attention ne se focalise cependant pas seulement sur la production de statistiques innovantes et pertinentes, mais s'intéresse aussi au coût lié à leur élaboration, tant chez le fournisseur que chez le producteur de données de base. Depuis l'introduction de l'enquête Intrastat par la Banque en 1995, le nombre d'entreprises soumises à cette enquête a ainsi diminué de façon continue de 25 000 à près de 8 000, sans que la représentativité des données en soit aucunement affectée.

A la demande des autorités, et conformément à la loi du 14 avril 2011, la Banque assume aussi depuis 2014 l'organisation et la gestion d'un point de contact central (PCC) auquel les institutions financières doivent communiquer annuellement tous les comptes ouverts et certains types de contrats conclus en Belgique par des personnes morales et physiques résidentes et non-résidentes. La mission de ce point de contact central a été élargie en 2015 aux comptes étrangers des contribuables soumis à l'impôt des personnes physiques. Au total, près de 200 000 contribuables ont transmis des informations sur environ 400 000 comptes ; près de 120 000 l'ont fait sur papier. Toutes ces déclarations ont été traitées dans le délai imparti de 90 jours. Comme pour les comptes ouverts en Belgique, les informations sur les comptes étrangers peuvent être consultées par des personnes dûment mandatées par l'administration fiscale dans le cadre d'une procédure strictement définie par la loi.

Dans la plupart des activités que la Banque exerce – y compris des activités historiques, comme la production des billets et la gestion de la circulation fiduciaire -, des changements fondamentaux l'ont amenée au cours des dernières années à reconsidérer ses priorités et ses méthodes de travail. Elle a ainsi décidé de mettre un terme à son activité de production de billets en 2020. Dans l'intervalle, l'imprimerie de la Banque continue de participer à la production de billets en euros. En 2015, elle a

entièrement basculé vers la production des billets de la deuxième série "Europe". Ceci a nécessité différentes mesures techniques. L'année a également été mise à profit pour prendre les mesures organisationnelles nécessaires pour assurer la continuité de l'activité jusqu'à la fermeture.

La Banque s'est aussi préparée à la fermeture des agences de Mons et de Hasselt, respectivement les 30 juin et 31 décembre 2016, ainsi qu'à l'arrêt de certaines activités liées au traitement des billets. Elle a également poursuivi sa recherche de gains de productivité dans ce secteur.

Guidée dans toutes ses activités par le souci de mettre sa force de travail au service de l'intérêt général, la Banque a pour devoir de maintenir un niveau de compétence conforme aux attentes. Elle veille également à exercer la large gamme de ses tâches en poursuivant l'objectif d'une gestion efficace, tant administrativement que financièrement.

Voilà, esquissé à grands traits, ce que je souhaitais vous dire sur ce qui a occupé au quotidien la Banque et son management dans le courant de l'année écoulée. Le rapport d'entreprise et celui sur l'évolution économique et financière vous apporteront tous les détails souhaitables. Je vous propose à présent de passer au deuxième point de l'ordre du jour, à savoir le rapport sur les opérations de l'exercice clôturé au 31 décembre 2015, qui sera présenté par le directeur Dechaene.

Gewone algemene vergadering van aandeelhouders van 17 mei 2016

INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE GOUVERNEUR

Dames en heren,

Namens het gehele Directiecomité heet ik u hartelijk welkom op deze gewone algemene vergadering van de aandeelhouders van de Nationale Bank van België.

Zoals gebruikelijk, ben ik zo vrij bij het begin van deze algemene vergadering een kort overzicht te geven van de activiteiten, beslissingen en gebeurtenissen die de onderneming 'National Bank van België' het voorbije jaar hebben gekenmerkt. U vindt het allemaal gedetailleerd terug in het eerste hoofdstuk van ons ondernemingsverslag.

Zoals ik u vorig jaar al had medegedeeld, heeft de Bank in 2014 een strategisch plan tot 2020 uitgewerkt, waarmee beoogd wordt te onderzoeken in welke mate de activiteiten en de werkwijzen van de Bank moeten worden aangepast om te kunnen inspelen op de interne en externe ontwikkelingen waarmee ze onvermijdelijk in de toekomst zal worden geconfronteerd. Voor alle activiteiten werden scenario's uitgetekend, waarin de verwachte ontwikkelingen en de te ondernemen acties zijn opgenomen. Die scenario's werden aan de hand van een routekaart uitgezet in de tijd, om het mogelijk te maken de tenuitvoerlegging ervan jaar na jaar te volgen. Uit onze eerste evaluatie, in het najaar, bleek dat de voor 2015 geplande acties over het geheel genomen volgens de geplande timing verliepen. Hoewel twee nieuwe opdrachten zich aandienen, waarover ik het binnen een paar ogenblikken verder zal hebben, blijven de voor 2020 bepaalde doelstellingen en aangegane verbintenissen onveranderd. De Bank, die beoogt bij afloop van haar strategische oefening te komen tot een personeelsbestand van 1709 voltijdse equivalenten, heeft het aantal personeelsleden in de loop van het voorgaande boekjaar met 37 eenheden teruggebracht. Op 31 december II. bedroeg het 1971 VTE. De Bank wordt steeds meer een kennisbedrijf en onze onderneming zal in de toekomst een groter aantal kaderleden nodig hebben dan vandaag en minder bediendenfuncties. Ze zal ook geleidelijk haar ondersteunende activiteiten terugschroeven, via natuurlijke afvloeiingen.

Sinds 2011 is de architectuur van het prudentieel toezicht -zowel op nationaal als op Europees niveau - voortdurend gewijzigd. Aangezien het Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme in november 2014 in werking is getreden, stond het verslagjaar grotendeels in het teken van de operationele uitwerking van die activiteitspijler. Het toezicht op de instellingen die in het gemeenschappelijk toezichtsmechanisme als 'belangrijk' worden aangemerkt en die meer dan 90% van de bancaire markt in België omvatten, wordt voortaan uitgeoefend door de Europese Centrale Bank, en zulks via 'Joint Supervisory Teams'. Die teams worden geleid door een ECB-medewerker en bestaan, enerzijds, uit een kleine groep personeelsleden van de ECB en, anderzijds, uit een aantal gedetacheerde medewerkers van de nationale toezichthouder. De Bank neemt actief deel aan 15 van die joint supervisory teams. Door de instelling van het Gemeenschappelijk Toezichtsmechanisme kon het Europees financieel stelsel worden versterkt, onder meer door de harmonisatie van de prudentiële procedures. De met het banktoezicht belaste operationele teams zagen hun werklast en hun takenpakket aanzienlijk toenemen. Als gevolg van een door de Europese toezichthouders gemaakte vergelijking, heeft de Europese Centrale Bank zelf de Bank

verzocht het aantal met de belangrijke banken belaste teams te vergroten; dat is een van de twee aanpassingen die wij in onze strategische oefening dienden aan te brengen.

Het gemeenschappelijk afwikkelingsmechanisme is thans de tweede pijler van de bankenunie. Het beoogt de afwikkelingsregeling voor kredietinstellingen en sommige beleggingsondernemingen te verbeteren en op Europees niveau te harmoniseren. Het bestaat voornamelijk uit de Gemeenschappelijke Afwikkelingsraad en uit alle nationale afwikkelingsautoriteiten. Voor België is dat de Bank. Om in onze instelling voor een scheiding te zorgen tussen de prudentiële taken en de afwikkelingsactiviteiten, werd bij de organieke wet in de Bank een totaal nieuw orgaan opgezet: het Afwikkelingscollege.

Wat het prudentieel toezicht op de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen betreft, hadden een groot deel van de activiteiten van de Bank te maken met het voorbereiden van de sector op de inwerkingtreding, begin 2016, van de hervorming van de Europese regelgeving Solvabiliteit II. De mogelijke gevolgen van een langdurige lage rente zijn het belangrijkste financieel risico waarmee de verzekeringsmaatschappijen af te rekenen hebben; dat is dus een belangrijk aandachtspunt voor de Bank.

Nog vóór de tragische gebeurtenissen waardoor Frankrijk en België getroffen werden, en als gevolg van een rapport van de Financiële Actiegroep (FATF,) besloot de Bank haar middelen en maatregelen ter bestrijding van het witwassen van geld en de financiering van het terrorisme op te voeren. Een gespecialiseerde groep is voortaan belast met die aangelegenheden en de middelen die ervoor worden ingezet, werden aanzienlijk opgetrokken. Dat is de tweede opgave die de koers van onze strategische oefening heeft gewijzigd.

Inzake risicomanagement past de Bank het beproefde stelsel van de 'drie verdedigingslijnes' toe. In de loop van het verslagjaar besloot het Directiecomité die structuur te versterken en belaste de Schatbewaarder met het stelsel van tweedelijnscontrole inzake financieel risico. Tevens werden alle met de tweedelijnsaanpak van de niet-financiële risico's belaste personeelsleden onder het gezag van de secretaris geplaatst. Conform de internationale normen en de in het Eurosysteem gehanteerde modellen, wordt met die hervorming beoogd de efficiëntie en de doelmatigheid inzake toezicht, compliance en risico te verbeteren.

De dienst Interne audit draagt de derdelijnsverantwoordelijkheid voor de effectieve werking van het internecontrolesysteem. Hij is ermee belast het Directiecomité een additionele garantie te geven, gebaseerd op de hoogste graad van organisatorische onafhankelijkheid.

Tot de werkterreinen met betrekking tot de tweede verdedigingslijn inzake de niet-financiële risico's behoren bijzonder prangende thema's, zoals de continuïteit van de operaties, de informaticabeveiliging – en dus de cyberbeveiliging -, alsook de fysieke veiligheid van de Bank en haar personeel, of nog de activiteiten gerelateerd aan de controle van de bankbiljetten, de bestrijding van het witwassen van geld, alsook de aanpak van de strategische risico's. Bij de overgang op dreigingsniveau 4 in Brussel, heeft de Bank de doeltreffendheid van haar rol als contactpunt tussen het crisiscentrum en de financiële sector aangetoond.

Hoewel het domein van de financiële stabiliteit en het prudentieel toezicht in vier jaar tijd een hoofdpijler van onze activiteit is geworden, blijft de Bank uiteraard actief deelnemen aan het monetair beleid van het Eurosysteem, zowel bij de voorbereiding van de beslissingen van de Raad van Bestuur, waaraan ik samen met mijn ambtgenoten van de andere nationale centrale banken van het Eurosysteem en de leden van de Directie van de ECB meewerk, als bij de uitvoering van zijn beslissingen. Het betreft de historische rol die de Bank speelt als monetaire autoriteit. In haar verslag over de economische en financiële ontwikkelingen wordt nader ingegaan op alle zogenoemde 'niet-conventionele' maatregelen die tijdens het verslagjaar werden genomen om de in de Europese economie als gevolg van de financiële crisis van 2008 ontstane problemen aan te pakken. De diverse programma's voor de aankoop van activa die werden uitgevoerd, vertegenwoordigen telkens weer belangrijke bijsturingen in het vakgebied van de nationale centrale banken en zijn grote uitdagingen voor het welslagen van het monetair beleid. De Bank heeft haar ambitie te kennen gegeven om haar expertise ter zake te vervolmaken. Vanaf de start van het programma voor de aankoop van Asset backed securities, had zij derhalve besloten een essentiële rol te vervullen in de structuur van het toezicht op het programma. En vanaf oktober 2015 was zij de tweede nationale centrale bank van het Eurosysteem die direct het aankoopprogramma van die producten zelf begon uit te voeren. Tegen die achtergrond belegde de Bank in november II. eveneens een colloquium over effectisering. Ik wil er nog aan toevoegen dat zij, in het kader van het programma voor de aankoop van activa, eveneens actief deelneemt aan de aankoop van bedrijfsobligaties, een maatregel waartoe door de ECB in maart dit jaar werd besloten.

Een oud gezegde luidt 'meten is weten'. Het hoeft dan ook geen verbazing te wekken dat de Bank eveneens een belangrijk statistisch instituut is. Ter zake spitst haar aandacht zich evenwel niet enkel toe op de productie van vernieuwende en relevante statistieken, maar gaat zij ook in op de kosten die verbonden zijn aan het opstellen ervan, zowel bij de leverancier als bij de producent van basisgegevens. Sinds de invoering van de Intrastat-enquête, door de Bank, in 1995, is het aantal aan die enquête onderworpen ondernemingen gestaag teruggelopen van 25 000 tot nagenoeg 8 000, zonder dat de representativiteit van de gegevens erdoor werd aangetast.

Op verzoek van de autoriteiten, en conform de wet van 14 april 2011, is de Bank sinds 2014 ook verantwoordelijk voor de organisatie en het beheer van een Centraal aanspreekpunt (CAP), waarbij de financiële instellingen jaarlijks alle geopende rekeningen en sommige soorten contracten dienen aan te geven van al dan niet in België ingezeten natuurlijke personen en rechtspersonen. De opdracht van dat centraal aanspreekpunt werd in 2015 uitgebreid tot de buitenlandse rekeningen van de aan de personenbelasting onderworpen belastingplichtigen. Al met al verstrekten bijna 200 000 belastingplichtigen inlichtingen over ongeveer 400 000 rekeningen; nagenoeg 120 000 deden dat op papier. Al die aangiften werden verwerkt binnen de opgelegde termijn van 90 dagen. Net zoals voor in België geopende rekeningen, kunnen personen die daartoe, in het kader van een bij wet strikt bepaalde procedure, door de belastingdiensten gemachtigd zijn, de informatie over de buitenlandse rekeningen raadplegen.

Bij de meeste activiteiten die de Bank vervult – inclusief historische activiteiten, zoals de productie van bankbiljetten en het beheer van de circulatie van chartaal geld - hebben fundamentele veranderingen

haar de laatste jaren ertoe genoopt haar prioriteiten en werkmethoden te herzien. Zo heeft ze besloten in 2020 te stoppen met haar activiteiten inzake de productie van bankbiljetten. In tussentijd blijft de drukkerij van de Bank deelnemen aan de productie van bankbiljetten in euro. In 2015 schakelde zij volledig over op de productie van eurobankbiljetten van de tweede Europa-serie. Dat vergde verscheidene technische maatregelen. In 2015 werden eveneens de nodige organisatorische maatregelen genomen om de continuïteit van de activiteit tot de sluiting veilig te stellen.

De Bank bereidde zich ook voor op de sluiting van de agentschappen van Bergen en Hasselt, respectievelijk op 30 juni en op 31 december 2016, alsook op de stopzetting van sommige aan de verwerking van bankbiljetten gerelateerde activiteiten.

Bij al haar activiteiten laat de Bank zich leiden door het streven om haar arbeidskrachten ten dienste te stellen van het algemeen belang. Het is dan ook haar plicht een competentieniveau te handhaven dat aan de verwachtingen beantwoordt. Zij ziet er eveneens op toe de brede waaier van haar taken uit te voeren en daarbij, zowel administratief als financieel, te streven naar een efficiënt bestuur.

Dat was in grote trekken wat ik u wou mededelen over de dagelijkse activiteiten van de Bank en haar management in het afgelopen jaar. Het ondernemingsverslag en het verslag over de economische en financiële ontwikkelingen verstrekken u alle details die u wenst. Ik stel nu voor over te gaan tot het tweede punt van de agenda, namelijk het verslag over de operaties van het op 31 december 2015 afgesloten boekjaar, dat zal worden toegelicht door directeur Dechaene.